

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

# LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50  
— Le numéro, ..... 15 centimes.  
DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.  
— Le numéro, ..... 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, ..... 1 fr. 50 la ligne.  
Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co  
Place de la Bourse, 8  
ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12  
Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

## APRÈS BOURSE

### QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0 .....	80 75	» » » 05
3 0/0 amortiss. .	82 50	» » » »
4 1/2 0/0 1883 .	108 85	» » » 05
Cons. anglais .	99 11/16	» » » »
Italienne .....	94 45	» » » 05
Flor. autric. (or).	89 »	» » » »
Ext. Extér. nouv.	57 5/8	1/8 » » » »
Egyptien 6 0/0 .	323 75	» » » »
Ch. Egyptiens .	438 75	» » » »
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 25	» » » »
Banque ottomane	523 75	» » » »

PARIS, 11 AOÛT

## DERNIÈRES NOUVELLES

### INTÉRIEUR

Nous avons les premiers annoncé que M. de Freycinet se rendrait la semaine prochaine à Mont-sous-Vaudrey chez son ami M. Jules Ferry, dont il sera l'hôte pendant quelques jours. M. de Freycinet se rendra ensuite en Suisse.

Lyon, 11 août.

M. Jules Ferry est parti de Lyon ce matin à sept heures pour Saint-Dié.

Bayonne, 11 août.

M. Alarçon, consul général d'Espagne à Bayonne, avait télégraphié à son gouvernement pour lui annoncer qu'un décès, résultant d'un choléra sporadique s'était produit dans cette ville.

A cause d'une erreur de transmission, la dépêche a été mal interprétée; on a cru à Madrid à la mort de M. Alarçon lui-même, et les journaux espagnols ont reproduit cette nouvelle.

Nous sommes en mesure de déclarer d'abord que M. Alarçon, consul général, est en bonne santé, et en second lieu, qu'il n'y a eu aucun cas de choléra sporadique à Bayonne. L'état sanitaire y est excellent.

On nous télégraphie de Bagnères-de-Luchon, que lundi, à une heure, au Pont-du-Roy un duel à l'épée entre M. Masson, directeur du Casino, et Vauthier, rédacteur du *Far niente*, journal luchonnais, a la suite d'attaques violentes contre le directeur du Casino.

A la deuxième passe, M. Masson a reçu une éraflure au pouce droit. M. Vauthier a été blessé à l'avant-bras droit.

(De notre correspondant particulier)

Sables-d'Olonne, 11 août.

Cent cinquante délégués de tous les cantons ont acclamé la liste conservatrice pour les prochaines élections générales. L'accord est complet.

Poitiers, 11 août.

Les conservateurs du département de la Vienne se sont réunis dimanche, rue de la Traversée, 5, à Poitiers, sous la présidence de M. Sachet.

La réunion a été très nombreuse; elle a, à l'unanimité, acclamé la liste conservatrice, ainsi composée : M. le baron de Souheyran, M. Serph, M. Pain, députés sortants; M. Louis Lecointe, M. Adrien Creuzé, conseillers généraux.

Marseille, 11 août.

La chambre de commerce vient d'adresser au ministre du commerce la protestation suivante contre les quarantaines :

« L'état sanitaire de Marseille qui laisse maintenant à désirer peut sans doute expliquer l'adoption par les puissances riveraines de la Méditerranée de certaines mesures de précaution à l'égard des provenances de notre port, mais ne saurait aucunement justifier les rigueurs excessives, inconcevables dont nous venons d'être frappés dans les ports de la péninsule ibérique et à Gibraltar, en Espagne, dix jours de quarantaine qui font purger à Mahon, à Gibraltar, quinze jours d'observation pour les navires pourvus d'une patente nette, et l'exclusion complète pour ceux qui arrivent avec une patente brute.

Ces mesures sont si manifestement arbitraires que nous ne saurions les passer sous silence.

C'est à se demander s'il n'y a pas là un fait exprès et si l'occasion n'a pas été saisie pour entraver nos relations commerciales.

Vous pensez comme nous, monsieur le ministre, que ces rigueurs injustifiables, essentiellement nuisibles aux transactions, et qui soulèvent sur notre place d'immenses et légitimes réclamations, ne sauraient raisonnablement continuer à nous être appliquées.

### EXTÉRIEUR

Entrevue du czar et de l'empereur d'Allemagne

Berlin, 11 août.

On lit dans la *Gazette nationale* : Dans les cercles bien informés, on pense qu'il n'est pas impossible qu'une entrevue entre l'empereur de Russie et l'empereur d'Autriche ait lieu après l'entrevue de l'empereur de Russie et l'empereur d'Allemagne.

L'endroit où aurait lieu cette entrevue n'est pas encore fixé.

On croit que la visite du prince Dolgorouky à Gastein se rattache à ce projet.

Londres, 11 août.

On télégraphie du Caire que les bruits relatifs à la crise alarmante du Nil sont exagérés.

Après avoir éprouvé un rapide mouvement de hausse, les eaux baissent depuis trois jours à Assouan.

La crue n'inspire pas plus de crainte qu'à l'habitude.

Londres, 11 août.

Le prince de Bismarck a invité tous les ambassadeurs allemands et les principaux conseillers à venir à Varzin conférer avec lui.

M. Gladstone, au moment où il a quitté Londres, samedi dernier, était très affaibli.

On craint que sa santé ne lui permette pas de prendre part à la lutte électorale.

Lo *Pall Mall Gazette* déclare sans fondement la nouvelle d'une alliance anglo-chinoise; quant aux relations de la Russie et de la Chine, ajoute ce journal, elles sont pour le moment très amicales.

Ces nouvelles auront un certain intérêt quand on saura que la *Pall Mall Gazette* est le journal qui reçoit d'ordinaire les confidences du marquis Tseng et qui a soutenu jusqu'à présent la politique de cet ambassadeur japonais.

Le successeur du marquis Tseng à Londres sera Su-Tung-Sing, juge de Kinangsi.

## INFORMATIONS

Le préfet de la Seine va transmettre au ministre de l'intérieur le projet récemment adopté par le conseil municipal de Paris, au sujet de la création de ressources extraordinaires destinées à continuer, dans une certaine mesure, les grands travaux de Paris.

Cette délibération va être transformée en projet de loi : ce sera l'un des premiers soumis à la sanction de la nouvelle Chambre.

L'approbation du Parlement est, en effet, indispensable pour permettre à la Ville d'emprunter 250 millions de bons de caisse qui, en 1897, devront être remboursés au moyen d'un emprunt.

On annonce le retour à Paris de M. Billot, ministre plénipotentiaire et directeur de la politique au ministère des affaires étrangères.

M. Billot est chargé par M. de Freycinet de toutes les questions relatives au Canal de Suez; mais, contrairement aux appréciations de certains journaux, nous ne croyons pas qu'il reprenne son ancienne situation au quai d'Orsay.

La direction politique continuera à être confiée à M. le baron de Ring, qui avait été appelé à ce poste, seulement à titre provisoire.

M. de Brazza, nous sommes en mesure de l'affirmer, a été invité par le ministre de l'Instruction publique à rentrer immédiatement en France.

Pourquoi? Ce n'est pas que le courageux voyageur considère sa mission comme terminée; loin de là; mais le ministre de la marine a grande hâte d'organiser le Congo suivant la formule.

Tel est le véritable but de la mission confiée au docteur Bolla et au lieutenant de vaisseau Rouvier.

En somme, M. de Brazza, qui a tous les titres possibles pour être placé à la tête de nos possessions du Congo, pourrait bien n'avoir retiré que les marrons du feu.

### LE PRODUIT DES IMPOTS

Le ministre des finances a publié, ce matin, au *Journal officiel*, les tableaux relatifs au produit des impôts et des taxes indirectes pendant le mois de juillet dernier, avec récapitulation des résultats obtenus durant les mois antérieurs.

En ce qui concerne l'impôt direct, l'arrière constaté pour les premiers mois de l'année a disparu et à même fait place à une avance. Il en est de même, toujours, au mois d'août, beaucoup de contribuables ayant soin d'acquitter leurs contributions avant les déplacements d'été.

Malheureusement, pour un certain nombre de contribuables aisés qui devaient le paiement de l'impôt, il y en a une quantité d'autres qui ne parviennent qu'avec les plus grandes difficultés à acquitter les charges fiscales. La proportion de plus en plus élevée des frais de poursuites (1 fr. 14 pour 1,000 en 1885 contre 1 fr. 01 pour 1,000 en 1884) en est la preuve évidente.

L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières donne, pour les sept premiers mois de l'année courante, un très sérieux mécompte : les recouvrements sont, par rapport aux prévisions budgétaires, en moins-value de 2 millions 74,000 fr. Les Compagnies de chemins de fer, le Crédit foncier et les établissements financiers ont cependant émis, depuis dix-huit mois, un chiffre d'obligations considérable.

Nous arrivons aux tableaux qui énumèrent les recouvrements opérés à l'heure actuelle sur les impôts et revenus indirects.

Voici le résumé de ces tableaux :

Produits de l'enregistrement :	diminution . . . . .	12,925,000 fr.
Produits du timbre :	diminution . . . . .	220,000
Produits des douanes :	diminution . . . . .	7,530,000
Contributions indirectes :	diminution . . . . .	7,112,500
Sucre : augmentation .		11,674,000
Vins : augmentation . .		1,912,000
Postes : augmentation .		722,000
Télégraphes : diminution . . . . .		1,236,100 fr.

Cherchant à nous rendre compte de la signification que renferment ces divers résultats, nous trouvons que la somme des diminutions l'emporte d'une façon très sensible, et que, sans l'augmentation relevée au chapitre des sucres étrangers, il y aurait un déficit bien plus notable. Or, l'augmentation provenant des sucres étrangers a lieu au détriment de notre production sucrière indigène. Pour pou-

voir se rendre un compte exact de la situation, l'observation qui précède était indispensable à faire.

Il est écrit que nous n'échapperons à aucune des conséquences soit désastreuses soit humiliantes des crimes politiques de M. Ferry.

On se souvient qu'au lendemain du désastre du Bac-Lé le président du conseil s'écria : « Ces choses-là se paient. » La prophétie se réalise, mais d'une manière tout imprévue : c'est nous qui payons.

Voici qu'on nous révèle que les négociants anglais établis à Kelung, et dont les troupes françaises ont occupé les concessions, nous réclament des indemnités et des loyers de terrain. Si le principe de ces réclamations est juste, nous concevons qu'on y fasse droit. Mais sur quels crédits prendra-t-on les fonds nécessaires?

M. Ferry a dit : « Ces choses-là se paient. » Il serait juste que ce fût lui qui payât.

## LE SCRUTIN DE LISTE

### PAR ARRONDISSEMENTS

Les républicains, en votant le scrutin de liste, avaient commis une lourde faute : les conservateurs prennent soin de la réparer en en commettant une autre.

On leur avait mis en mains un merveilleux instrument d'opposition, de démolition : ils ne semblent pas en comprendre l'utilité, en connaître le maniement; ils ne savent pas en user.

Quand le pays jouit en paix d'un gouvernement régulier, bien assis, le scrutin d'arrondissement, assurant mieux qu'un autre la représentation des intérêts locaux, est le régime électoral le meilleur et le plus rationnel.

Aux époques de trouble, au contraire, quand le pays va à la dérive, quand son avenir est en jeu, quand ce grand intérêt national prime et absorbe tous les intérêts particuliers, il a besoin du scrutin de liste pour faire entendre sa voix, pour affirmer sa souveraineté méconnue.

Il y a dix ans, croyant avoir pour eux le sentiment public, et désirant en provoquer l'expression, les républicains invoquaient cette considération décisive pour combattre le scrutin d'arrondissement, alors défendu par la droite; et Gambetta disait avec raison :

Le scrutin de liste, c'est une lutte d'opinion substituée à une lutte de personnes... Le scrutin d'arrondissement, en suscitant les compétitions personnelles, en ayant une utile action d'un arrondissement à un autre, en surexcitant les haines et les rancunes, transforme cette grande consultation du suffrage universel en une multitude de petites guerres de clochers sans grandeur et sans signification politique.

Mais la situation a bien changé depuis que Gambetta parlait ainsi, et les rôles sont renversés. Beaucoup de ceux qui étaient désignés à la République parce qu'elle était le fait accompli s'en éloignent. Le nombre de ces déshabillés grossit de jour en jour. Ce ne sont plus les républicains aujourd'hui, ce sont les conservateurs qui ont intérêt à faire cette « grande consultation du suffrage universel. »

Si cette consultation pouvait se faire ouvertement par un plébiscite, si même on pouvait obtenir la nomination d'une Constituante ou l'élection du président par le suffrage universel, nous le préférons assurément. Mais les républicains, qui affectent pour la souveraineté nationale une déférence mensongère, n'ont jamais été très soucieux de provoquer son verdict. Ils s'opposent, tant qu'ils en auront le pouvoir, à ce qu'on lui fasse un appel direct. Ils nous avaient du moins fourni les moyens de l'interroger indirectement : au lieu de profiter de leur maladresse, les conservateurs semblent s'appliquer à en perdre le bénéfice en maintenant, sous un autre nom, l'ancien régime électoral, en perpétuant, sous l'étiquette du scrutin de liste, les habitudes, les procédés du scrutin d'arrondissement.

Chaque arrondissement, en effet, prétend être représenté sur la liste collective par un mandataire spécial. Deux candidats influents, populaires, appartenant à la même circonscription? Il faut que l'un des deux s'efface. Ne parlez pas à la circonscription voisine de l'adopter, si même elle avait de la peine à trouver chez elle un bon candidat. Elle aimera mieux en prendre un médiocre qui soit à elle et bien à elle.

Quant à lui faire accepter un « étranger », c'est-à-dire un candidat venu de Paris ou d'un autre département, il n'y faut pas songer. Elle repousserait comme une injure cette atteinte à son autonomie!

Comment ne s'aperçoit-on pas qu'on maintient ainsi la lutte sur le terrain le plus désavantageux? Si on lui avait donné le caractère qu'elle devait avoir : celui d'une question adressée au pays sur la politique générale, les républicains auraient eu grand mal à se défendre, à justifier les sottises, les fautes, les crimes qu'ils ont laissés commettre et dont ils se sont faits les complices. Mais s'il ne s'agit que de choisir comme par le passé les représentants des intérêts locaux, des

intérêts privés, les avocats de chaque arrondissement auprès du gouvernement et de l'administration, les républicains se trouveront en bien meilleure posture. Ils pourront dire avec raison, et prouver au besoin, qu'ils ont plus de crédit que les ennemis du gouvernement et que, par leur canal, les faveurs arriveront bien plus sûrement.

En leur laissant cet argument, le seul qui leur reste, les conservateurs montrent donc qu'ils ne sentent pas quel levier le nouveau mode de scrutin leur offrirait, quel parti ils en pourraient tirer.

Il est trop tard, sans doute, et les choses sont trop engagées presque partout pour qu'ils puissent réagir efficacement contre une telle erreur. Mais là où il en est temps encore, là où ils n'ont pas définitivement arrêté leur choix, nous les engageons à peser ces considérations, à comprendre, à faire comprendre aux prétentions particularistes qu'il importe moins aujourd'hui de faire représenter des intérêts que de faire prévaloir une opinion; qu'une opinion n'a pas d'arrondissement, et qu'il faut choisir avant tout, sans se soucier de leur domicile, les candidats les plus propres à en assurer le triomphe.

## Le candidat de l'Allemagne

Nous avons, on le sait, de médiocres sympathies pour le prince de Bismarck; mais nous savons être juste et n'hésitons pas à louer nos ennemis eux-mêmes, lorsqu'ils nous en fournissent l'occasion.

Le chancelier a quelques défauts, mais il n'est assurément point dépourvu de qualités; entre toutes, il nous fait citer la reconnaissance.

M. Jules Ferry a rendu service à l'Allemagne; l'Allemagne ne ménage pas à M. Jules Ferry l'expression de sa gratitude.

Le *Berliner Tageblatt* déclare que l'ex-premier ministre « est le seul homme d'Etat français, qui soit sympathique à l'Allemagne », tandis que la *Post*, organe préféré de M. de Bismarck, le recommande en termes plus qu'élogieux à la tendresse du peuple germanique.

Ces effusions ne nous surprennent pas; elles sont à l'honneur de l'Allemagne, qui n'oublie pas les services rendus, et sait, au besoin, les récompenser.

N'est-ce pas M. Jules Ferry qui a désorganisé nos forces, éparpillé nos troupes aux quatre coins du monde, opéré la réduction de l'armée par la guerre, le choléra, la fièvre paludéenne?

N'est-ce pas lui qui a le mieux servi les intérêts coloniaux de l'Allemagne en sacrifiant les intérêts continentaux de la France?

Et si, aujourd'hui, M. de Molke porte de nouveau la main à la garde de son épée, n'est-ce pas lui qui, en nous affaiblissant, a rendu possible ce défi du général allemand?

M. Jules Ferry sera donc, aux élections prochaines, le candidat officiel de M. de Bismarck. Nous doutons fort que ce patronage ajoute à sa popularité.

Le chancelier, qui fut si rude à la France, est doux à M. Jules Ferry et à sa république : ce qui indique suffisamment qu'il établit une distinction qui est aujourd'hui dans tous les esprits.

## UN DÉFI

L'accueil fait au discours de Lyon et au triste orateur qui l'a prononcé prouve bien, une fois de plus, que l'opportuniste a perdu tout crédit. M. Jules Ferry a vu son suprême effort tourner contre lui-même, et il l'a si bien compris qu'aussitôt après son échec il s'est hâté de partir pour aller cacher sa confusion à Saint-Dié.

On verra plus loin comment la presse a, en général, apprécié cette campagne oratoire. Il n'y a guère que deux journaux qui, tranchant sur l'ensemble, essayent encore d'admirer et de glorifier M. Jules Ferry : ce sont la *République française* et le *Sicéle*.

Il y a même lieu d'observer que le *Sicéle* se livre à un tel excès d'enthousiasme qu'on est tenté de se demander si, dans cette circonstance, il parle sérieusement, il dit, contrairement à ce qu'on voit de leurs yeux tous les témoins de l'aventure, que M. Jules Ferry a dit, à Lyon, « dans une région profondément républicaine », l'objet d'une véritable ovation.

Sans entreprendre de réfuter cette opinion du *Sicéle*, ce qui serait facile puisqu'il suffirait de lui opposer toutes les relations du voyage de l'ancien président du conseil, nous nous bornerons à lui répondre ceci :

Nous défions M. Jules Ferry de paraître dans une réunion publique à Paris, qui n'est pas moins républicaine que la ville de Lyon : que M. Jules Ferry vienne donc y chercher une ovation; qu'il choisisse une salle, le Châtelet par exemple, la plus vaste de Paris et la plus près de la Seine.

Qu'on pense notre confrère? Pour nous, nous offrons de parler toute la somme qu'on voudra fixer que M. Jules Ferry n'ose pas paraître dans une telle réunion.

Plairait-il au *Sicéle* de relever ce défi?

En attendant, et quoi qu'il en soit, le *Sicéle*, organe du président actuel du conseil, paraît se s'être montré si énormément sympathique à l'ancien chef du cabinet, que pour établir que M. Brissot n'est bien en effet, comme on l'a dit, qu'un sous-Ferry.

## UNE RECETTE CONTRE LE CHOLÉRA

On sait que le choléra a malheureusement fait son apparition à Marseille.

Le conseil municipal s'est occupé hier des mesures à prendre pour assainir la ville, afin d'empêcher le développement de l'épidémie.

Au cours de la séance, un des membres de l'assemblée, M. Gras, a proposé un remède qu'il considère probablement comme supérieur à tout.

Il ne s'agit pas d'un vaccin, ni d'un procédé mystérieux quelconque; M. Gras n'a pas eu un seul instant la pensée d'en saisir l'Académie de médecine, ni de solliciter l'envoi d'une commission de savants, ni de provoquer M. le docteur Brouardel en un tournoi épistolaire.

M. Gras ne cache pas son secret. Il ne spécule pas sur sa découverte. Il ne demande pas cent mille francs de son remède, ni cinquante mille, ni même vingt francs, ni seulement un sou : il ne le vend pas, il le donne.

C'est pour rien. La question est de savoir si ce n'est pas encore trop cher.

Le qu'il propose — ainsi que le télégraphie nous le fait connaître — c'est tout simplement d'enlever les emblèmes religieux dans les écoles communales.

Du moment que les enfants de Marseille ne verront pas le Christ, il paraît que les parents seront à l'abri du choléra.

Quelle drôle de potion!

Enfin, telle est la recette et le conseil municipal en a gravement délibéré.

Le public s'en est étonné. Mais M. Gras n'en est pas moins convaincu de l'efficacité de son système. Il est même d'avis que M. Ferry n'a inventé la séparation de l'Eglise et de l'Etat que pour lui permettre de renouveler la médecine, de rejeter la pharmacie et de combattre les épidémies au moyen d'une simple infusion de libre-pensée.

Voilà le progrès républicain dans toute sa beauté!

## ÉCHOS

### LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 11 AOÛT

La température va s'abaisser.  
En France, quelques ondées sont encore probables dans l'Ouest et le Nord; sur les autres régions, le temps reste au beau.  
Hier, à Paris, journée très belle.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent des régions O. modéré; mer agitée.

Océan. — Vent des régions O. modéré; mer agitée.

MÉDITERRANÉE. — Vent faible; mer belle.

Aujourd'hui, 11 août, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin . . . . . + 17 °/°  
A onze heures du matin . . . . . + 20 °/°  
A une heure du soir . . . . . + 22 °/°  
Température la plus basse de la nuit . . . . . + 15 °/°

Le baromètre est à 759 millimètres 7.

M. le général de Thomas de Dancourt, commandant la brigade de cavalerie du 8<sup>e</sup> corps d'armée, est admis, dans la 2<sup>e</sup> section (réserve) du cadre de l'état-major général de l'armée.

Le voyage du czar.  
Une dépêche d'Helsingfors annonce que l'empereur et l'impératrice de Russie se sont embarqués hier après-midi sur leur yacht *Dersava* qui est parti aussitôt pour Copenhague. Sur tout leur parcours leurs Majestés ont été acclamées.

Nous avons dit que la souscription pour le monument que l'on doit élever à la mémoire de l'amiral Courbet avait dépassé 70,000 fr. Cette somme s'augmente rapidement tous les jours à la veille des funérailles; parmi les derniers versements, nous citerons : Mme la générale de Courcy, 100 fr.; Mme Juliette Adam, directrice de la *Nouvelle Revue*, 50 fr.; Trésorerie générale des Invalides de la marine, 1,284 fr.; Doniel, directeur de l'imprimerie nationale, bureaux et ateliers, 205 fr. 70; R. Cahen d'Anvers, 20 fr.; 5<sup>e</sup> de ligne, colonel Livet, 100 fr. 20; *Ecole militaire de Saint-Maixent*, 255 fr. 54; deux des Cars, 100 francs; vice-amiral baron Méquet, 100 francs; Bethmont, président de la Cour des comptes, 50 fr.; Kahan, Reinach et compagnie, 250 fr.; maison Paul Dupont, 100 francs; P. Bourée, ancien ambassadeur, 50 fr.; général Gaidicher, grand-chancelier de la Légion d'honneur, 100 fr.; Crédit foncier colonial, 200 fr.; cristallerie de Baccarat, 100 fr.; Léop. Königswarter et Co, 200 fr.; Guyot de Villeneuve, 100 fr.; la maison de soieries Louvet, 245 fr.; la Compagnie des agents de change, 3,500 francs; Alexandre Adam, ancien maire de Boulogne, 100 fr.; Osiris, 100 fr.; Lare freres et Co, 200 fr.; Marinoni, 100 francs; Edouard Naud, dont le fils, officier de marine, est mort auprès de l'amiral Courbet, 100 fr., etc., etc., etc.

Tous les régiments souscrivent; on compte, après l'Ecole militaire de Saint-

Maixent, sur celles de Polytechnique, de Saint-Cyr, de Saumur, de La Flèche, de Versailles, etc.











## CANAL DE PANAMA

Assemblée du 29 juillet 1885

EXTRAIT DU RAPPORT DE M. FERNAND DE LESSEPS

Le rapport en extenso est envoyé à toute personne qui le demande à la Compagnie, rue Caumartin, 46, à Paris.

Le Canal maritime de Suez, si longtemps qualifié d'inextinguible, s'est exécuté grâce au système de franchise qui maintient à notre œuvre le caractère qu'elle doit avoir. C'est en appliquant le système par lequel le Canal de Suez fut achevé, que s'achèvera le Canal de Panama.

Il appartient aux associés de répondre, comme nous, par le plus calme dévouement, aux intrèques aux manœuvres, aux attaques inévitables. L'histoire du Canal de Suez est encore trop vivante, pour qu'il ait, croisons-nous, à redouter la moindre faiblesse dans la légion serrée des actionnaires et des obligataires du Canal de Panama.

Résultats. — A chacune de nos Assemblées, depuis 1881, nous avons rendu compte des progrès successifs de notre œuvre et soumis nos plans d'avenir.

Nous sommes en mesure, aujourd'hui, de vous dire comment et à quel prix l'achèvement du Canal maritime doit être assuré.

Pour le Canal de Suez, on avait compté sur un transit de 3 millions de tonnes, et c'est à un mouvement de 20 millions de tonnes qu'il faudra satisfaire dans quelques années. A Panama, le transit de la première année sera, au minimum, de 6 millions de tonnes, prêt à passer dès maintenant; et, qui oserait chiffrer ce que sera le mouvement commercial entre les deux grands Océans, quelques années après l'ouverture de la voie nouvelle si impatientement attendue?

Nous avons donc voulu achever du premier coup le Canal maritime entre les deux Océans, et, puisque la clarté et la solidité de nos actionnaires nous le permettent, nous n'avons pas hésité à adopter le programme de notre Commission supérieure consultative des travaux.

L'extension de ce programme ne nous conduira pas, comme dépenses, à des chiffres énormes, sanctionnés par le Congrès international de 1879, dont les délibérations sont la base de notre association.

Travaux. — Le gouvernement des Etats-Unis de Colombie a été appelé à évaluer le degré d'avancement des travaux. Le 26 décembre 1883, était ainsi conçue :

« La Compagnie du Canal de Panama a droit à ce qu'on lui adjuge, suivant les termes de l'acte de concession, 150,000 hectares de terrains

comme l'équivalent d'un peu plus du tiers de l'exécution de l'œuvre. »

Les travaux poursuivis depuis permettent de considérer l'effort accompli comme dépassant le moitié de l'effort total nécessaire.

Cet effort, qui assure l'exécution de l'œuvre, ne pouvant pas être nié, les adversaires du Canal de Panama, comme jadis les adversaires du Canal de Suez, dans leur impuissance de nuire, hésitent à le faire la colonne ni devant la diffusion.

Vous avez contre vous, jusqu'ici, certains capitalistes intéressés à voir retarder le possible l'inauguration de la voie nouvelle et des spéculateurs qui essayaient d'agir à la bourse contre vous.

Les spéculateurs savent ce que votre résistance leur a coûté.

Alors, ne pouvant rien contre les Actionnaires, certaines individualités se sont tournées contre la Compagnie, et, par la publication de journaux créés exprès, expédiés ou criés sur la voie publique, par des correspondances, par des brochures, inévitables campagne de chantage a été organisée.

Nous n'avons pas besoin de dire que ces spéculateurs d'un genre spécial trouveront la Compagnie du Canal de Panama aux prises avec les mêmes et aussi inébranlable que l'ont été les Actionnaires.

Mais je suis heureux de pouvoir ajouter que les deux principaux journaux menant cette campagne déplorable, bien que se publiant à Paris, ne sont pas dirigés par des Français.

Le creusement continu du Canal maritime et son achèvement sont les seules réponses à opposer à de tels adversaires.

En 1860, il y a vingt-cinq ans, un journal du genre de ceux dont nous venons de parler publiait ces lignes :

« Beaucoup de personnes, en France, de petites gens, ont été induites à prendre de petites actions du Canal de Suez, sous l'impression que l'affaire serait profitable. La marche des travaux en Egypte, toutefois, a été telle qu'elle a montré à l'entreprise qu'elle n'est pas profitable. Elle exige des sacrifices d'argent, de temps et de travail tout à fait au-delà des forces de toute Compagnie. »

Les petites actions du Canal de Suez, émises à 500 francs, sont devenues des actions de 2,000 fr., et les petites obligations, émises à 300 fr., valent 800 fr.

Les petites actions et les petites obligations du Canal de Panama auront la même destinée.

Chantiers. — L'organisation des chantiers a frappé tous les visiteurs compétents de bonne foi. Plusieurs d'entre eux ont publiquement manifesté leur satisfaction.

Quant à la construction proprement dite du Canal, disait l'amiral Cooper, de la marine mi-

litaire des Etats-Unis, les préparatifs prat-

qués pour la grande poussée m'affermèrent dans la croyance que le Canal sera prochainement terminé, et que les Français sont à la hauteur de l'œuvre.

L'achèvement du Canal maritime n'est plus maintenant qu'une question de matériel.

Coût du Canal. — Un matériel presque double de ce qui avait été prévu pour creuser le Canal étant commandé, nos contrats avec les entrepreneurs nous fixant sur les conditions d'exécution du Canal, des expériences répétées nous ayant fourni les dernières indications, nous sommes en mesure de vous renseigner sur le coût du Canal terminé, livré à la navigation universelle.

Nous n'hésitons pas, suivant l'usage, à vous soumettre les éléments de nos calculs.

Notre directeur général des travaux nous a démontré que la bonne tenue des terres coupées et quelques modifications partielles permettraient d'établir maintenant que le cube total de 120 millions de mètres pourrait être réduit, en définitive, à 90 millions ou 85 millions de mètres cubes.

Mais pour éviter toute illusion, tout même, nous nous refusons actuellement, de nous en tenir compte, nous nous refusons actuellement, de nous en tenir compte, nous nous refusons actuellement, de nous en tenir compte.

Le creusement continu du Canal maritime et son achèvement sont les seules réponses à opposer à de tels adversaires.

En 1860, il y a vingt-cinq ans, un journal du genre de ceux dont nous venons de parler publiait ces lignes :

« Beaucoup de personnes, en France, de petites gens, ont été induites à prendre de petites actions du Canal de Suez, sous l'impression que l'affaire serait profitable. La marche des travaux en Egypte, toutefois, a été telle qu'elle a montré à l'entreprise qu'elle n'est pas profitable. Elle exige des sacrifices d'argent, de temps et de travail tout à fait au-delà des forces de toute Compagnie. »

Les petites actions du Canal de Suez, émises à 500 francs, sont devenues des actions de 2,000 fr., et les petites obligations, émises à 300 fr., valent 800 fr.

Les petites actions et les petites obligations du Canal de Panama auront la même destinée.

Chantiers. — L'organisation des chantiers a frappé tous les visiteurs compétents de bonne foi. Plusieurs d'entre eux ont publiquement manifesté leur satisfaction.

Quant à la construction proprement dite du Canal, disait l'amiral Cooper, de la marine mi-

litaire des Etats-Unis, les préparatifs prati-

qués pour la grande poussée m'affermèrent dans la croyance que le Canal sera prochainement terminé, et que les Français sont à la hauteur de l'œuvre.

L'achèvement du Canal maritime n'est plus maintenant qu'une question de matériel.

Coût du Canal. — Un matériel presque double de ce qui avait été prévu pour creuser le Canal étant commandé, nos contrats avec les entrepreneurs nous fixant sur les conditions d'exécution du Canal, des expériences répétées nous ayant fourni les dernières indications, nous sommes en mesure de vous renseigner sur le coût du Canal terminé, livré à la navigation universelle.

Nous n'hésitons pas, suivant l'usage, à vous soumettre les éléments de nos calculs.

Notre directeur général des travaux nous a démontré que la bonne tenue des terres coupées et quelques modifications partielles permettraient d'établir maintenant que le cube total de 120 millions de mètres pourrait être réduit, en définitive, à 90 millions ou 85 millions de mètres cubes.

Mais pour éviter toute illusion, tout même, nous nous refusons actuellement, de nous en tenir compte, nous nous refusons actuellement, de nous en tenir compte.

Le creusement continu du Canal maritime et son achèvement sont les seules réponses à opposer à de tels adversaires.

En 1860, il y a vingt-cinq ans, un journal du genre de ceux dont nous venons de parler publiait ces lignes :

« Beaucoup de personnes, en France, de petites gens, ont été induites à prendre de petites actions du Canal de Suez, sous l'impression que l'affaire serait profitable. La marche des travaux en Egypte, toutefois, a été telle qu'elle a montré à l'entreprise qu'elle n'est pas profitable. Elle exige des sacrifices d'argent, de temps et de travail tout à fait au-delà des forces de toute Compagnie. »

Les petites actions du Canal de Suez, émises à 500 francs, sont devenues des actions de 2,000 fr., et les petites obligations, émises à 300 fr., valent 800 fr.

Les petites actions et les petites obligations du Canal de Panama auront la même destinée.

Chantiers. — L'organisation des chantiers a frappé tous les visiteurs compétents de bonne foi. Plusieurs d'entre eux ont publiquement manifesté leur satisfaction.

Quant à la construction proprement dite du Canal, disait l'amiral Cooper, de la marine mi-

litaire des Etats-Unis, les préparatifs prati-

qués pour la grande poussée m'affermèrent dans la croyance que le Canal sera prochainement terminé, et que les Français sont à la hauteur de l'œuvre.

L'achèvement du Canal maritime n'est plus maintenant qu'une question de matériel.

Coût du Canal. — Un matériel presque double de ce qui avait été prévu pour creuser le Canal étant commandé, nos contrats avec les entrepreneurs nous fixant sur les conditions d'exécution du Canal, des expériences répétées nous ayant fourni les dernières indications, nous sommes en mesure de vous renseigner sur le coût du Canal terminé, livré à la navigation universelle.

Nous n'hésitons pas, suivant l'usage, à vous soumettre les éléments de nos calculs.

Notre directeur général des travaux nous a démontré que la bonne tenue des terres coupées et quelques modifications partielles permettraient d'établir maintenant que le cube total de 120 millions de mètres pourrait être réduit, en définitive, à 90 millions ou 85 millions de mètres cubes.

Mais pour éviter toute illusion, tout même, nous nous refusons actuellement, de nous en tenir compte, nous nous refusons actuellement, de nous en tenir compte.

Le creusement continu du Canal maritime et son achèvement sont les seules réponses à opposer à de tels adversaires.

En 1860, il y a vingt-cinq ans, un journal du genre de ceux dont nous venons de parler publiait ces lignes :

« Beaucoup de personnes, en France, de petites gens, ont été induites à prendre de petites actions du Canal de Suez, sous l'impression que l'affaire serait profitable. La marche des travaux en Egypte, toutefois, a été telle qu'elle a montré à l'entreprise qu'elle n'est pas profitable. Elle exige des sacrifices d'argent, de temps et de travail tout à fait au-delà des forces de toute Compagnie. »

Les petites actions du Canal de Suez, émises à 500 francs, sont devenues des actions de 2,000 fr., et les petites obligations, émises à 300 fr., valent 800 fr.

Les petites actions et les petites obligations du Canal de Panama auront la même destinée.

Chantiers. — L'organisation des chantiers a frappé tous les visiteurs compétents de bonne foi. Plusieurs d'entre eux ont publiquement manifesté leur satisfaction.

Quant à la construction proprement dite du Canal, disait l'amiral Cooper, de la marine mi-

litaire des Etats-Unis, les préparatifs prati-

qués pour la grande poussée m'affermèrent dans la croyance que le Canal sera prochainement terminé, et que les Français sont à la hauteur de l'œuvre.

L'achèvement du Canal maritime n'est plus maintenant qu'une question de matériel.

Coût du Canal. — Un matériel presque double de ce qui avait été prévu pour creuser le Canal étant commandé, nos contrats avec les entrepreneurs nous fixant sur les conditions d'exécution du Canal, des expériences répétées nous ayant fourni les dernières indications, nous sommes en mesure de vous renseigner sur le coût du Canal terminé, livré à la navigation universelle.

Nous n'hésitons pas, suivant l'usage, à vous soumettre les éléments de nos calculs.

Notre directeur général des travaux nous a démontré que la bonne tenue des terres coupées et quelques modifications partielles permettraient d'établir maintenant que le cube total de 120 millions de mètres pourrait être réduit, en définitive, à 90 millions ou 85 millions de mètres cubes.

Mais pour éviter toute illusion, tout même, nous nous refusons actuellement, de nous en tenir compte, nous nous refusons actuellement, de nous en tenir compte.

Le creusement continu du Canal maritime et son achèvement sont les seules réponses à opposer à de tels adversaires.

En 1860, il y a vingt-cinq ans, un journal du genre de ceux dont nous venons de parler publiait ces lignes :

« Beaucoup de personnes, en France, de petites gens, ont été induites à prendre de petites actions du Canal de Suez, sous l'impression que l'affaire serait profitable. La marche des travaux en Egypte, toutefois, a été telle qu'elle a montré à l'entreprise qu'elle n'est pas profitable. Elle exige des sacrifices d'argent, de temps et de travail tout à fait au-delà des forces de toute Compagnie. »

Les petites actions du Canal de Suez, émises à 500 francs, sont devenues des actions de 2,000 fr., et les petites obligations, émises à 300 fr., valent 800 fr.

Les petites actions et les petites obligations du Canal de Panama auront la même destinée.

Chantiers. — L'organisation des chantiers a frappé tous les visiteurs compétents de bonne foi. Plusieurs d'entre eux ont publiquement manifesté leur satisfaction.

Quant à la construction proprement dite du Canal, disait l'amiral Cooper, de la marine mi-

## BANQUE D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital: 65 Millions

Place Vendôme.

## Dépôts d'argent

Remboursables à 2 ans et au delà.	5 0/0 l'an
— à 18 mois.	4 0/0
— à 1 an.	3 0/0
— à 6 mois.	2 1/2 0/0
— à 30 jours.	2 0/0
— à vue.	1 1/2 0/0

La Banque reçoit gratuitement en dépôt les titres de toute nature, elle en encaisse les coupons. Elle délivre des chèques et des lettres de crédit sur tous pays; Elle se charge de l'exécution des ordres de Bourse; Elle fournit à ses clients et correspondants des renseignements sur toutes les valeurs; Elle reçoit, sans frais, les demandes de souscription. La Caisse est ouverte de 10 à 4 heures.

## Ventes et Achats de Fonds

Vins spiritueux gros (de ville Bourgogne) à céder. Aff. 70,000, à doubler. Net 5,500. Prix: bon matériel, vieille clientèle, 30,000 fr. (On restitue intéresse quelq' années). Labat, 1, r. Baillif.

Colleur-Parfumeurs (vapeur) à céder jolies villes près Paris. 17,000 fr. B. 5 ans. Belle clientèle. Bénéf. net 7,000. Prix 15,000. Labat, 1, r. Baillif.

Porcelaines-Cristaux chef-lieu Centre d'industrie, très bien situé. Aff. 40,000. Net 4,000. Bénéf. net 1,000. Prix 35,000. Labat, 1, r. Baillif.

Sab. Fécale compte de terre à céder près gare. Prod. net 150,000 kilos. Forcée 8 chev. Maériel, bâtim. bon état. Aff. 35,000. Labat, 1, r. Baillif.

Fabrique de Bouillons, Ecrous et Spéc. de Vis (mûre par force eau de 12 chevaux) à céder EST. Prix: maison maître, logt. 400,000. Net 40,000. Bénéf. net 10,000. Labat, 1, r. Baillif.

Brasserie système Chavarois à céder (santé Nord) tenue 60 ans de père en fils. Matériel neuf, force v. 8 chev. Aff. 3,000 hectos, faciles à doubler. Prix avec immeuble, 50,000 fr. Labat, 1, r. Baillif.

## PARC A HUTRES

à vendre en pleine propriété, peu de frais, gros bénéfices. Ex 30,000 fr. Agence de l'Industrie, 82, rue d'Hauteville.

## Avis divers

BASSE-ALSACE. ETAT CIVIL. COMMUNE de SCHILTIGHEIM. PUBLICATION DE MARIAGE.

Il est porté à la connaissance du public qu'il y a promesse de mariage entre le sieur Emil Adolphe Reeb, confiseur, domicilié à Schiltigheim (Bas-Rhin), veuf de Marie-Adélaïde Henrich, fils majeur de feu Frédéric-Charles-Philippe Reeb, pharmacien, et de feu Caroline Maehling, et demoiselle Adélaïde-Bertha Hirt, sans profession, domiciliée à Paris (France), fille majeure de feu Paul-Emile Hirt, médecin, et de Marie-Salomé Fix, sans profession, domiciliée à Paris.

L'officier de l'état-civil ne connaît aucun empêchement à ce mariage; quiconque contraindrait un empêchement au mariage projeté est pris d'en aviser l'officier de l'état-civil soussigné.

La publication de mariage aura lieu dans les villes de Paris et dans la commune de Schiltigheim.

Schiltigheim, le 8 août 1885. L'Officier de l'état-civil, Signé: RABIN.

On dem. Commandite de 100,000 fr. système de Chauffage au gaz de bois s'appliquant à l'industrie spécialement à fabrication charbon. Revenu 25 à 30 0/0. Apport demandé 200,000. Labat, 1, r. Baillif.

40,000 fr. sont demandés à Groupes restreint et travaux préparatoires de MINES GUIVRE et PLOMB. AGENTS RECHERCHES importantes près gare ferrée. (Rendement assuré). Documents, plans, devis, chez M. Labat, 1, r. Baillif (près Banque).

Fabrique de Machines et Moteurs de 1<sup>re</sup> UTILITE (ex. de 250,000 en Comptant). Aff. 60,000. Net 30,000. (On doublera). Commandes impoiss. Apport égal par demande. Frais réduits. Les meilleures références. Labat, 1, r. Baillif.

A LOUER Grand appartement confortable. 400 fr. par mois. Meublé, 400 fr. par mois. S'adresser à M. LAZER, 15, r. Grange-Batelière.

Garde-Meubles. Avances d'argent sur mobiliers et bijoux. Achats. Ecrire à M. D. P., 108, rue Richelieu.

## AVIS AUX CHASSEURS

Chasseurs noirs et fauves rendues souples et imperméables à 3 ordres du tirage Demeyer, 35, rue d'Enghien.

## PROPRIÉTÉ DE LA MINERVE

Ancienne dépendance des hôpitaux en 1648. Les vins que je vends chaque année directement sont tous récoltés sur mon domaine de la MINERVE et partent avec leurs certificats d'origine. Ils sont purs de tous mélanges et garantis naturels.

Je ne ferois jamais le délit pour le paiement et donne la faculté de me renvoyer le vin, s'il était altéré en route.

Je vends: vins rouges extra 120 fr. les 225 litres logés. Vin blanc sec 120 fr. les 225 litres logés. Malvoisie, vin de dessert exquis, 10 ans d'âge, coulé doré, 280 fr. l'hectolitre logé toujours pur en gare de départ.

Adresser directement les demandes au propriétaire du domaine de la MINERVE, à Mousan, par Narbonne (Aude) 300 fr. l'hectolitre.

Tout abonné du journal La Patrie a droit à 6 0/0 comme prime sur les prix indiqués.

## MAISON DU CUR-LIÈGE

169, rue Montmartre, 169. TAPIS LINOLEUM. TAPIS-BROSSE, DÉCROTTROIS CAOUTCHOUC, TOILES CIRÉES POUR TABLES. MOLESKINE, NAPPES DE FAMILLE. SOULIERS POUR LAWN-TENNIS.

## MALLES &amp; SACS DE VOYAGE

Ancienne Maison CENSIER. BOURGEOIS, SUCCESSION. — Maison de 1<sup>er</sup> ordre, fondée en 1833.

PARIS — FAUBOURG-POISSONNIÈRE, 29 (angle de la rue -- PARIS Saint-Cécile).

## BOUGIE DE L'ÉTOILE

Exiger le mot ÉTOILE sur chaque bougie. DÉPOT: 10, rue de la Chaussée-d'Antin.

## COMPAGNIE LIEBIG

VERITABLE EXTRAIT DE VIANDE. 40 Médailles d'Or et Diplômes d'honneur. Préférer pour Ménages et Malades. Exiger la signature de V. Liebig. Se vend chez les Épiceries et Pharmacies. SE MÉFIER DES IMITATIONS.

## MAUX DE GORGE

Le Gargarisme-See de D<sup>r</sup> WILLIAMS. (se frotte toujours avoir dans sa poche, préserve et guérit très promptement) (1/50 franc par poste).

PHARMACIE NORMALE, 19, rue Drouot, Paris.

## JUGO-COMMISSAIRE, M. SÉDILLOT.

Syndic provisoire, 14, Cousin, 76, boulevard St. Michel.

## HILBERT, marchand de pipes, rue Beau-

bourg, 59. Jugo-commissaire, M. Sédillot. Syndic provisoire, M. Ponchelet, 12, rue Cha-

## CHEMINS DE FER DE L'OUEST

ET DE PARIS A ORLÉANS. Excursion dans le Morbihan et le Finistère.

Train de plaisir de Paris à Lorient. PRENANT ÉGALEMENT DES VOYAGEURS.

pour les gares de Dirinon, Châteaulin, Douarnenez, Pont-l'Abbé, Quimper, Concarneau, Quimper, Pont-l'Abbé, Quimper, Auray, Vannes, Ploërmel, Saint-Jacut et pour les gares intermédiaires comprises entre ces divers points.

Du mardi 18 au dimanche 20 août. PRIX DES PLACES ALLER ET RETOUR.

De Paris-Montparnasse à Dirinon, Châteaulin, Douarnenez, Pont-l'Abbé, Quimper, Concarneau, Quimper, Pont-l'Abbé, Quimper, Auray, Vannes, Ploërmel, Saint-Jacut et stations intermédiaires comprises entre ces divers points.

2<sup>e</sup> classe, 38 fr. 1<sup>re</sup> classe, 26 fr. De Paris-Montparnasse à Geste, Lorient, Pontivy, Quiberon, Auray, Vannes, Ploërmel, Saint-Jacut et stations intermédiaires comprises entre ces divers points.

2<sup>e</sup> classe, 33 fr. 1<sup>re</sup> classe, 22 fr. Aller: Départ de Paris-Montparnasse, le 18 août, à 10 h. du soir. Arrivée à Lorient le mercredi 19 vers 3 h. 50 du soir.

Retour: Départ de Lorient le samedi 20 août à 3 h. 05 du soir. Arrivée à Paris-Montparnasse le dimanche 20 à 7 h. 52 du matin.

RENSEIGNEMENTS UTILES. TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE. DÉCLARATIONS DE FAILLITES.

Jugements du 8 août 1885. BERTHON, aîné, marchand de vin, impasse Boileau, 12. Jugo-commissaire, M. Magimel. Syndic provisoire, M. Boussard, 49, rue Saint-André-des-Arts.

LESASSIER, loueur de voitures, avenue du Maine, 44. Jugo-commissaire, M. Sédillot. Syndic provisoire, M. Ozéré, 2, rue Christine. GONNET, tenant hôtel meublé, passage Moncey, 3. Jugo-commissaire, M. Lefèvre. Syndic provisoire, M. Destrez, 46, rue Saint-André-des-Arts.

Dame veuve DELICE, marchande de modes, rue des Archives, 40. Jugo-commissaire, M. Sédillot. Syndic provisoire, M. Destrez, déjà nommé. DARRAS, layetier-emballeur, rue Lejeuple, 5, à Vincennes. Jugo-commissaire, M. Lefèvre. Syndic provisoire, M. Ozéré, déjà nommé. DECOMME, fabricant de galoches, rue des Sept-Arènes, 6, à Pantin.

## BULLETIN FINANCIER

Du 11 août. DEUX HEURES. — Les affaires continuent à être réduites à leur plus simple expression, et les cours uniques, cotés sur les divers valeurs de notre marché, ne sont, ne sont même, à proprement parler, que nominaux.

Il n'y a donc rien à dire comme appréciation de la tenue de la Bourse, sinon qu'elle est ferme puisque les prix se maintiennent; mais, ainsi que nous le disions hier, pour que cette fermeté ait une signification bien nette, il faudrait qu'elle existât concurremment avec un réveil des transactions.

On peut, d'ailleurs, raisonnablement espérer qu'il en sera ainsi.

En attendant, comme les jours précédents, nous n'avons relevé sur nos Rentes, jusqu'à présent, que des variations de cours, qu'on ne peut que constater avec une certaine satisfaction.

La Banque de France est faible à 5030 au comptant.

On tient toujours la Banque d'escompte à 445. La Banque de Paris est en réaction d'un demi de franc à 650.

Le Crédit foncier demeure ferme à 1315 au comptant.

Le 5 0/0 Italien se tient de 94 45 à 94 50. La D-tte unifiée d'Egypte est invariable à 328 75 et le 4 0/0 turc délaissé de 16 20 à 16 25, cours nominaux.

L'Extérieure espagnole fait 57 58. Parmi les valeurs industrielles, le Gaz parisien se cote 1495 et le Can de Suez 2020 et 2015.

L'action du Panama s'est traitée de 450 à 445.

En Chemins Étrangers les Autrichiens sont à 600 fr. La Rusagosa a fait 320 et le Nord d'Espagne 477 50.

Le souscripteur aux obligations du Chemin de fer du Nord de l'Espagne qui a eu lieu le 6 août a donné les résultats suivants: il a été souscrit 151,807 obligations dont 135,326 libérées et 16,481 non libérées. Les souscripteurs d'obligations libérées ont obtenu 35 0/0 de leurs demandes; les souscripteurs d'obligations non libérées n'ont obtenu aucune attribution.

Toute fraction d'